M 2485 - 300 - 8,00 F

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

N° 300 AVRIL 2000
8FF-50FB-2FS-2$ can.-1,2 euros

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Le gouvernement de gauche est au service du capital, pas des ouvriers

Coup sur coup, le gouvernement Jospin vient de décider de distribuer largement les milliards de sa fameuse "cagnotte fiscale", de retirer le plan Sautter de "réforme" de l'administration des Finances et du Budget et de procéder à un remaniement ministériel qui va permettre la sortie du gouvernement des ministres les plus contestés qui auront servi de "têtes de Turc". Et tout cela, on nous le présente comme une "grande victoire" du mouvement social grâce à une mobilisation corporatiste orchestrée successivement par les syndicats ces derniers mois, en particulier dans trois des plus nombreux secteurs de la Fonction publique : personnel hospitalier, fonctionnaires des Finances et du Trésor, enseignants. C'est un mensonge ! Il n'y a là dedans aucune réelle victoire pour la classe ouvrière mais il s'agit d'une véritable manipulation dont le but est d'empoisonner la conscience des prolétaires et de les pousser dans les illusions du réformisme.

On voudrait nous convaincre que ce gouvernement est un "bon gouvernement", parce qu'il est de gauche, qu'il reste réceptif aux revendications ouvrières et prêt à faire des efforts pour corriger les inégalités sociales. On voudrait nous en donner comme preuve les cadeaux distribués par Jospin : 40 milliards pour la baisse de la fiscalité, 10 milliards répartis sur un ensemble de prétendues "mesures sociales" dont 5 milliards de dédommagement pour les dégâts de la tempête de Noël et la marée noire de "l'Erika", 2 milliards pour les hôpitaux, 1 milliard pour l'éducation et 700 millions en faveur de la "politique de la ville".

On se garde d'évoquer que ce qu'il fait semblant de redonner si généreusement d'une main, c'est ce qu'il est allé auparavant piquer de l'autre dans nos poches. On oublie de rappeler qu'au moment de cette annonce de baisse des impôts, la pression fiscale n'a jamais été aussi forte. Malgré son abaissement d'un point, la TVA demeure par exemple à un niveau record en Europe, sans même être ramenée au taux d'avant 1995.

Quant au prétendu "caractère social" du reste de cette manne, c'est carrément nous prendre pour des imbéciles quand on sait que le saupoudrage de ces miettes minutieusement dosées vont servir à financer de nouveaux emplois précaires. Ainsi par exemple les 2 milliards affectés aux hôpitaux serviront principalement à proposer des contrats à durée déterminée pendant deux ans, pour assurer "une transition" dans les plans de suppressions de postes et de fermetures d'hôpitaux. Il en est de même pour le milliard destiné à l'enseignement, essentiellement affecté à des créations d'emplois précaires comme le recrutement d'aides-éducateurs sous-payés. Quant à la politique de la ville, les vagues projets qu'elle recouvre ne viendront que s'agréger à tous les gadgets pour "occuper les jeunes" des cités et des banlieues, sans régler aucun des problèmes d'insécurité et de dégradation des conditions de vie. En ce qui concerne le spectaculaire "retrait" du plan Sautter aux Finances, la réforme de ce secteur n'est nullement abandonnée, mais le gouvernement se réserve de la renégocier en douce dans les prochains mois avec les syndicats, dans le dos des salariés de ce secteur. Et c'est exactement le même scénario qu'on est en train de nous rejouer dans le secteur de l'enseignement, après le départ prémédité d'Allègre.

Toutes ces "grandes largesses" du gouvernement n'auront servi qu'à préparer le terrain à l'annonce d'une énorme attaque contre les retraites de ces mêmes fonctionnaires devant lesquels il a fait semblant de reculer. Mais cette attaque concerne aussi l'ensemble de la classe ouvrière qu'on cherche par ce moyen à diviser en mettant en concurrence secteur privé et secteur public au nom de "l'équité sociale" et à dresser les uns contre les autres en faisant passer les fonctionnaires pour des "nantis" qui, pour défendre leurs "privilèges", seraient prêts à mettre en danger les retraites de tous les autres.

Dans la foulée, les "cadeaux" du gouvernement lui auront aussi permis de préparer une autre attaque frontale qui consiste à étendre la mise en application des 35 heures à la Fonction publique, généralisant ainsi les conditions de travail et de flexibilité qui provoquent aujourd'hui la colère des salariés du privé.

Et, pendant ce temps-là, la "gauche de la gauche" (les organisations trotskistes comme le PC) et les syndicats encouragent de plus belle les prolétaires à se mobiliser, non pas CONTRE les attaques antiouvrières du gouvernement, mais, plutôt, "aux côtés" de celui-ci pour l'encourager à faire plus de "social". Ils tentent de maintenir les ouvriers dans l'illusion que ce gouvernement est "différent" des précédents et qu'il est tout prêt à les défendre pourvu qu'on le pousse à résister aux pressions contraires qui s'exerceraient sur lui de la part du patronat, de l'Europe, du libéralisme économique ou de la mondialisation. Il faudrait même aider à travers ces luttes ce bon gouvernement à prendre davantage de mesures sociales et à aller plus vite dans ses réformes. Tous ces gens-là sont complices car ils participent en première ligne à la même manoeuvre mystificatrice en prétendant finalement que les ouvriers devraient faire confiance à la gauche au pouvoir.

La classe ouvrière doit énergiquement rejeter un tel piège idéologique. Pour développer et étendre ses luttes, les prolétaires doivent prendre pleinement conscience que ce gouvernement non seulement ne vaut pas mieux que les autres mais qu'au contraire, il est celui qui est aujourd'hui le mieux capable de lui imposer les attaques les plus violentes. Ce gouvernement est bien le premier représentant des intérêts du capital et de la bourgeoisie et le prolétariat ne pourra affirmer son combat de classe qu'en se mobilisant massivement de façon unitaire contre lui.

CB (25 mars)

Non, la classe ouvrière n'a pas disparu !

L'article que nous publions ci-dessus est le premier d'une série publiée par le journal du CCI en Espagne, Acción Proletaria, du numéro 145 (mars 1999) au numéro 150 (janvier 2000). Sous le titre "Réponse aux doutes sur la classe ouvrière", ces articles veulent répondre au mythe d'une prétendue "disparition de la classe ouvrière" et contrer les campagnes que la bourgeoisie organise inlassablement pour essayer de la détruire dans ce qu'elle a de plus précieux, sa conscience.

Il nous arrive, lors des ventes de notre presse, dans des discussions, réunions publiques, etc. qu'on nous pose des questions sur l'existence de la classe ouvrière, sur sa capacité de lutte, sur la force qu'elle a pour réaliser la transformation révolutionnaire du monde. Certaines disent clairement : "Le prolétariat est un concept dépassé. La classe ouvrière n'existe pas. La lutte de classe est révolue." D'autres reconnaissent que la classe ouvrière existe, que l'exploitation qu'elle subit est de plus en plus forte, mais ils ne voient nulle part sa lutte et doutent fortement de sa capacité de riposte. D'autres encore reconnaissent l'existence des luttes immédiates de la classe ouvrière mais nient la possibilité d'un changement révolutionnaire. Il y a, enfin, un quatrième point de vue : ceux qui défendent en général la lutte ouvrière, qui sont convaincus de la nécessité d'un changement révolutionnaire, mais qui pensent que, pour des raisons diverses (les changements dans la composition de la classe ouvrière, les conséquences de la décomposition sur les ouvriers, surtout les chômeurs), la classe ouvrière est en crise.

Nous allons essayer de répondre à ces doutes, sur la base d'un article publié dans les numéros 73 et 74 de notre *Revue Internationale*, "Qui peut changer le monde ?", dont nous reproduisons plusieurs passages. Nous commencerons par le doute le plus extrême : celui qui nie l'existence du prolétariat et de la lutte de classe.

La prétendue "disparition de la classe ouvrière"

"*Les idées de la classe dominante sont les idées dominantes à chaque époque. La classe qui exerce le pouvoir dominant sur la société est, en même temps, son pouvoir spirituel dominant. La classe qui possède les moyens de la production matérielle dispose en même temps des moyens de la production spirituelle, ce qui fait que, en même temps, les idées de ceux qui ne disposent pas des moyens nécessaires pour produire spirituellement lui soient soumises.*" (*L'Idéologie allemande*, Marx et Engels.) L'idée dominante de l'idéologie bourgeoisie consiste à dire qu'il n'existe pas de classes sociales, que tous les individus ont les mêmes droits et possibilités ; que si quelqu'un se trouve au chômage et dans la misère, c'est lui-même qui l'a cherché. De plus, sous l'État démocratique, tous ceux qui ont la responsabilité de façonner "l'opinion publique" (TV, presse, sociologues, experts en tout genre, politiciens, syndicalistes) laissent entendre que la classe ouvrière serait réactionnaire, embourgeoisée, etc. ou qu'elle serait une masse d'individus abrutis, incapables de penser à autre chose qu'au-delà du football, au sexe et à la consommation. "*Pour ces idéologues de la classe dominante, la priorité fondamentale de tous leurs efforts de 'pensée' est de démontrer que la théorie marxiste est erronée (même si certains se réclament de tel ou tel apport de Marx). Et la pierre angulaire de toutes leurs 'théories' est l'affirmation que la lutte de classe ne joue aucun rôle dans l'histoire, quand ce n'est pas de nier, pure-*

(SUITE PAGE 2)

Dans ce numéro

France - Situation en France
Les syndicats empêchent l'unité des luttes ouvrières ..... p. 3
30ème congrès du PCF ..... p. 3
Situation internationale :
Jospin au Proche-Orient ..... p. 4
Kosovo : après les bombes "humanitaires" de l'OTAN, la guerre continue ..... p. 4
Mozambique : Cynisme et hypocrisie de "l'aide humanitaire" des grandes puissances ..... p. 5
RI numéro 300 ..... p. 5
Courrier des lecteurs:
Seule la révolution prolétarienne peut mettre fin au capitalisme ..... p. 6
Débat public à Amsterdam
Le communisme de conseils n'est pas un pont entre le marxisme et l'anarchisme ..... p. 8

Non, la classe ouvrière n'a pas disparu

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

ment et simplement, l'existence d'une telle lutte ou, pire encore, l'existence de classes sociales" ("Qui peut changer le monde ?, I", *Revue Internationale* n° 73, 1993)

En répétant jusqu'à la nausée le mensonge sur une classe ouvrière réactionnaire ou inexistante, la bourgeoisie "démocratique" prétend le transformer en vérité "évidente". En cela, elle suit les méthodes de Göebbels, lieutenant de Hitler, lequel disait qu'"*un mensonge répété mille fois devient vérité*". Or, cette obstination à convaincre toute la société, à commencer par les ouvriers eux-mêmes, que le prolétariat n'existe pas et que la lutte de classe est un concept suranné, a une raison politique de la première importance : **la bourgeoisie a pu vérifier, tout au long de son histoire, que la lutte de classe du prolétariat est un danger fondamental pour sa domination**.

En 1848, le prolétariat, encore jeune et en train de se former, montra avec ses luttes en France, en Autriche, en Allemagne, avec la fondation de la Ligue des Communistes et l'élaboration du Manifeste Communiste, qu'il était une classe autonome, capable d'affirmer son propre combat et de lui donner une perspective très différente de celle que la bourgeoisie cherchait à lui donner, être la force de choc contre les derniers restes des classes féodales. Et c'est ainsi que la bourgeoisie préféra établir des pactes avec ces dernières pour contrer, dans la mesure du possible, la menace prolétarienne.

En 1871, avec la Commune de Paris, la constitution de la Première Internationale et le développement des mouvements sociaux partout en Europe, la bourgeoisie a pu voir comment la menace prolétarienne se précisait. Et ce fut pour cela que la lutte contre l'Internationale et la répression des communards atteignirent des niveaux de cruauté insoupçonnés.

En 1905, avec la constitution des Soviets en Russie et le grand mouvement révolutionnaire qui secoua ce pays, la bourgeoisie russe préféra porter le fardeau suicidaire du tsarisme au lieu d'achever sa propre révolution, par crainte de se voir déborder par le prolétariat révolutionnaire.

1917 montra que le prolétariat est capable de détruire l'État bourgeois et instaurer sa propre dictature (le pouvoir des Soviets ou Conseils ouvriers) et d'ouvrir une dynamique révolutionnaire au niveau international. Le dénigrement systématique contre Lénine et les bolcheviks, la falsification et la déformation sous tous les angles possibles de ce qui est arrivé réellement en Russie entre 1917 et 1921, sont, d'un côté, l'expression de la haine viscérale de toute la bourgeoisie vis-à-vis de cette tentative prolétarienne, mais, aussi, ils mettent en évidence la crainte qu'ont tous les exploiteurs de voir se reproduire de tels événements (1).

La monstrueuse boucherie que fut la Première Guerre mondiale fut arrêtée par les mouvements révolutionnaires du prolétariat qui, à la suite de la Russie, s'étendirent dans le monde. Ce fut l'éclatement de la révolution en Allemagne, en novembre 1918, qui convainquit la bourgeoisie de l'urgence d'arrêter la guerre au risque de connaître une situation bien pire que celle de la Russie, celle de perdre le pouvoir en Allemagne (2).

Une autre preuve évidente de la crainte que le prolétariat inspire à la bourgeoisie ce sont les précautions et les pas graduels qu'elle prit avant de déclencher la Seconde Guerre mondiale : bain de sang et écrasement en Allemagne et en Russie stalinienne, là où le prolétariat était allé le plus loin, destruction, dans une guerre civile barbare, du prolétariat espagnol combatif, isolement idéologique dans l'antifascisme du prolétariat en France, aux Etats-Unis, etc.

Également, malgré l'état d'abattement dans lequel le prolétariat se trouvait, le soulèvement des ouvriers du nord de l'Italie en 1943, les mouvements en Pologne, en Hongrie et en Allemagne même en 1944-45, montrèrent une fois de plus les potentialités du prolétariat, ce qui finit par convaincre la bourgeoisie de la nécessité de prendre des mesures encore plus brutales pour les faire avorter. Ainsi, les bombardement de Dresde et d'autres villes industrielles allemandes n'avaient pas le moindre objectif militaire, mais avait pour but directement politique de décimer le prolétariat, en semant la terreur dans ses rangs pour le prévenir de toute tentative de lutte.

Depuis 1968, avec des luttes comme celles de Mai 68, de "l'automne chaud" en Italie en 1969, les luttes en Argentine, en Espagne, en Pologne, en Grande-Bretagne, etc., le prolétariat est réapparu sur la scène de l'histoire, en montrant que, malgré les difficultés, encore importantes, qui peuvent l'entraver, il est une force sociale capable de mener un mouvement révolutionnaire.

Une autre manifestation de l'importance que l'État bourgeois donne au danger prolétarien est la quantité de manœuvres politiques, idéologiques et syndicales auxquelles nous avons assisté dans les dernières années, destinées surtout à désorienter le prolétariat, à le sortir de son terrain de classe, à anticiper ses explosions de combativité, à renforcer les organes de division et d'encadrement de ses luttes (c'est-à-dire les syndicats). Ainsi, nous avons pu assister sur le plan politique et idéologique à des campagnes comme les mobilisations antiterroristes en Espagne en 1997 ou la "marche blanche" en Belgique en 1996 et, sur le plan syndical, à des manœuvres comme la pseudo-grève de décembre 1995 en France ou l'utilisation de la lutte des ouvriers d'UPS aux États-Unis.

Si on nous répète d'une façon si insistante que la classe ouvrière n'existe pas, ou qu'elle a échoué, qu'elle est embourgeoisée, etc., c'est parce que les bourgeois la craignent plus qu'ils voudraient le faire croire. "*Un des apports fondamentaux de la théorie communiste est d'avoir établi que l'affrontement des classes dans la société capitaliste a comme perspective ultime le renversement de la bourgeoisie par le prolétariat et l'instauration du pouvoir de ce dernier sur l'ensemble de la société, thèse qui a toujours été rejetée, évidemment, par les défenseurs du système capitaliste .*" ("Qui peut changer le monde ?" *Revue internationale* n° 73, 1993)

Le prétendu embourgeoisement du prolétariat par la société de consommation

Face à nos arguments, on nous répond quelque chose comme : la lutte de classe pourrait être valable au siècle dernier, mais, aujourd'hui, la situation est radicalement différente, en alléguant qu'aujourd'hui les ouvriers ont un foyer, une voiture, la télévision, des vacances, une série d'activités de "loisirs" que leurs ancêtres n'auraient même pas pu imaginer. Avoir un téléviseur, un appartement sous hypothèque pendant la moitié d'une vie au minimum, une voiture qui coûte les yeux de la tête et le fait de pouvoir aller se dorer au soleil pendant quelques jours sur une plage surpeuplée, aurait suffi à faire disparaître la classe ouvrière et la lutte des classes qui avaient tant obsédé la bourgeoisie dans le passé. Si un certain nombre d'ouvriers des pays industrialisés disposent aujourd'hui de ces moyens de consommation, c'est pour deux raisons principales :

- grâce à la baisse des prix de ces objets avec l'augmentation énorme de la productivité du travail qu'on a connue depuis des décennies.
- grâce à l'accroissement forcené de l'exploitation du travail, à la base de cette augmentation de la productivité, de telle sorte que le capitalisme non seulement pressure la force physique des ouvriers, mais aussi toutes leurs capacités intellectuelles. Pour cette forme d'exploitation, supérieure et beaucoup plus intense que celle d'il y a cent ans, des conditions sociales différentes sont nécessaires :

"L'automobile est indispensable pour aller à son travail ou pour faire les achats lorsque les transports en commun sont insuffisants et que les distances à parcourir deviennent de plus en plus considérables. On ne peut pas se passer d'un réfrigérateur lorsque le seul moyen d'acquérir de la nourriture bon marché est de l'acheter dans les grandes surfaces, ce qu'on ne peut pas faire tous les jours. Quant à la télévision, qui fut présentée comme symbole de l'accession à la 'société de consommation'*, outre l'intérêt qu'elle présente comme instrument de propagande et d'abrutissement entre les mains de la bourgeoisie (comme* 'opium du peuple' *elle remplace avantageusement la religion) (...) l'instauration de congés payés (...) est rendue nécessaire par la formidable augmentation de la productivité du travail, et donc des cadences de celui-ci, comme de l'ensemble de la vie urbaine (...)*

*(...) le fait de les posséder [*ces articles qui définiraient l'appartenance à cette 'société de consommation'*] ne signifie nullement qu'on soit dégagé de la condition ouvrière ou même qu'on soit moins exploité. En réalité, le degré d'exploitation de la classe ouvrière n'a jamais été déterminé par la quantité ou la nature des biens de consommation dont elle peut disposer à un moment donné (...) le pouvoir de consommation des salariés correspond au prix de leur force de travail, c'est-à-dire à la quantité de biens nécessaires à la reconstitution de cette dernière. Ce que vise le capitaliste, en versant un salaire à l'ouvrier, c'est de faire en sorte que celui-ci poursuive sa participation au processus productif dans les meilleures conditions de rentabilité pour le capital. Cela suppose que le travailleur, non seulement puisse se nourrir, se vêtir, se loger, mais aussi se reposer et acquérir la qualification nécessaire à la mise en œuvre des moyens de production en constante évolution. (...)*

La disparition(relative) du travail des enfants et l'allongement de la scolarité, relève essentiellement (avant que ce dernier ne soit devenu aussi un moyen de masquer le chômage) de la nécessité, pour le capital, de disposer d'une main d'œuvre adaptée aux exigences de la production dont la technicité ne cesse de croître. D'ailleurs, dans 'l'augmentation' du salaire tant vantée par la bourgeoisie, notamment depuis la Seconde Guerre mondiale, il faut prendre en considération le fait que les ouvriers doivent entretenir leurs enfants pendant une durée beaucoup plus longue que par le passé. Lorsque les enfants allaient travailler à 12 ans ou moins, ils rapportaient pendant plus d'une dizaine d'années, avant qu'ils fondent un nouveau foyer, un revenu d'appoint dans la famille ouvrière. Avec une scolarité portée à 18 ans, un tel appoint disparaît pour l'essentiel. En d'autres termes, les 'augmentations' salariales sont aussi, et en très grande partie, un des moyens par lesquels le capitalisme prépare la relève de la force de travail aux conditions nouvelles de la technologie." ("Qui peut changer le monde ?" *Revue internationale* n° 74, 1993.)

Or, ces conditions de vie et de travail qui avaient atteint leur plus haut plafond aux années 70 se sont dégradées systématiquement tout au long de ces 20 dernières années. On est passé du poste de travail fixe, plus ou moins garanti, à un travail précaire qui nous soumet à une instabilité destructrice. Les salaires ont tellement baissé que les "loisirs" de cette "société de consommation" sont de plus en plus inaccessibles. Les journées de travail deviennent de plus en plus longues, rendant verbeuses les spéculations des sociologues sur "la civilisation des loisirs". Le chômage est une tragique réalité pour beaucoup de jeunes et pour beaucoup de travailleurs qui, à 40-50 ans, se voient éjectés de l'activité productive après avoir été exploités et pressurés comme des citrons. Beaucoup de fléaux qui semblaient appartenir au passé reviennent pour frapper les générations ouvrières d'aujourd'hui : l'exploitation des enfants, qui paraissait être "typique" du Tiers-monde, revient dans l'Union Européenne ; des maladies considérées comme éradiquées, comme la tuberculose, reviennent en force dans les grandes métropoles pour s'ajouter aux ravages du cancer et autres maladies des sociétés "avancées".

"*En réalité, même si pendant un certain temps, le capitalisme des pays les plus développés a pu donner l'illusion d'une réduction du niveau d'exploitation de ses salariés, ce n'était qu'une apparence. Dans les faits, le taux d'exploitation, c'est-à-dire le rapport entre la plus-value produite par l'ouvrier et le salaire qu'il reçoit, n'a cessé de s'accroître. C'est pour cela que Marx parlait d'une paupérisation 'relative' de la classe ouvrière comme tendance permanente au sein du capitalisme. Durant ce que la bourgeoisie a baptisé 'les trente glorieuses' (les années de relative prospérité du capitalisme correspondant à la période de reconstruction d'après-guerre), l'exploitation des ouvriers a augmenté de façon continue, même si cela ne se traduisait pas par une baisse de leur niveau de vie. Ceci dit, ce n'est plus de paupérisation simplement relative qu'il est question aujourd'hui. Les 'améliorations' du revenu des ouvriers ne sont plus de mise par les temps qui courent et la paupérisation absolue, dont les chantres de l'économie bourgeoise avaient annoncé la disparition définitive, a fait un retour en force dans les pays les plus 'riches'. Alors que la politique de tous les secteurs nationaux de la bourgeoisie, face à la crise, est de porter des coups brutaux au niveau de vie absolu des prolétaires, par le chômage, la réduction drastique des prestations sociales et même les baisses de salaire nominal, les bavardages sur la 'société de consommation' et sur 'l'embourgeoisement' de la classe ouvrière se sont éteints d'eux-mêmes.*" (idem)

L'idéologie de la "disparition de la lutte des classes" et de "l'embourgeoisement par la société de cosommation" de la classe ouvrière est une des armes les plus nuisibles de la bourgeoisie, parce qu'elles servent à nous démoraliser, à nous faire perdre notre identité de classe, à ce qu'on devienne une masse amorphe d'individus atomisés incapables de la moindre union et d'agir collectivement. C'est pour cela que combattre ces mystifications est une tâche fondamentale des révolutionnaires et des tous les ouvriers conscients.

Adalen

(Traduit de *Accion Proletaria* n°145, organe du CCI en Espagne)

(1) Pour nos analyses sur la Révolution russe, nous renvoyons le lecteur à la *Revue Internationale*, en particulier les numéros 12, 13, 71, 72, 80, 90 et 91.

(2) Pour la Révolution allemande, lire nos articles sur la question, du numéro 81 au numéro 94 de la *Revue Internationale*.

Lisez notre brochure qui vient de paraître

COMMENT LE PCF EST PASSE AU SERVICE DU CAPITAL

Ecrivez-nous à la boîte postale pour la commander ou réclamez-la dans les kiosques. Elle est distribuée par les NMPP.

GREVES ET MANIFESTATIONS DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Les syndicats empêchent l'unité des luttes ouvrières

On cherche à nous convaincre que dans nos luttes, si on se mobilise chacun dans son coin, en restant enfermés dans son secteur dans des revendications ultra-corporatistes derrière les syndicats et si on s'appuie sur le gouvernement et les élus de gauche, on peut obtenir quelque chose. Rien n'est plus faux. Aujourd'hui, c'est toute la classe ouvrière qui est directement concernée par des attaques simultanées et la bourgeoisie tente d'empêcher les ouvriers d'en prendre conscience, d'autant plus que ces attaques sont portées par un gouvernement de gauche.

Dans ce contexte, la tâche première de la bourgeoisie est d'éparpiller et de dévoyer la mobilisation. Dans cette entreprise, le gouvernement de gauche agit avec l'entière complicité des syndicats. Ils se partagent les rôles pour nous manipuler et nous entraîner sur un terrain pourri de revendications "citoyennes" et démocratiques où notre colère est gaspillée, notre conscience de classe se retrouve affaiblie dans une division savamment orchestrée. Les syndicats nous invitent à cristalliser l'impopularité d'une attaque sur un ministre qui devient bouc-émissaire et dont on réclame la démission comme Sautter aux Finances ou Allègre à l'Education nationale (1). Aux Finances et au Trésor, ils demandent aux prolétaires de s'appuyer sur les élus locaux et les parlementaires (du PS) pour les défendre. Ils font croire à une lutte pour réclamer davantage de concertation démocratique. Ils revendiquent ouvertement qu'il s'agit d'obliger le gouvernement à la négociation et au dialogue, sans remettre en cause le bien-fondé de la "réforme" mais en poussant au contraire les ouvriers à la revendiquer comme une nécessité. Et pendant ce temps, ils font tout pour nous diviser, pour enfermer nos luttes dans un cadre étroitement sectoriel et corporatiste.

Les syndicats nous divisent...

Les syndicats ne sont présents à la tête de nos luttes que pour nous encadrer, nous diviser au maximum pour pouvoir éparpiller et stériliser nos luttes. Alors que les hospitaliers, les fonctionnaires des Finances et les enseignants, c'est-à-dire trois parmi les plus gros bataillons de travailleurs du service public exprimaient simultanément leur colère face à des attaques frontales à travers des grèves et des manifestations, ils ont tout fait pour les isoler les uns des autres et les enfermer chacune dans leur secteur en les empêchant de mettre en avant des revendications communes. Ainsi, le 20 février, un groupe important d'hospitaliers parisiens pouvait traverser dans un climat d'indifférence mutuelle le rassemblement national des Finances place de la République en se rendant à une AG sur "les problèmes des hôpitaux" à la Bourse du travail. Ainsi, le 16 mars, la manif des enseignants et celle des impôts se contentent de se croiser et de se saluer à coups de trompe à un carrefour. Dans un tract distribué la veille, le SNUI (syndicat des Impôts) avait d'ailleurs mis les points sur les i : "*Ce même jour, l'Education nationale sera dans l'action et organisera des manifestations régionales dans les grandes métropoles et à Paris. Il n'y a pas de manifestation ou d'organisation commune prévue. Il ne s'agit pas d'une action Fonction publique.*" Le 14, les enseignants de LP (lycées professionnels) plus combatifs sont entraînés dans un jour de grève et de manifestation séparé des autres secteurs de l'Education nationale (le même jour où avait lieu la manif "baroud d'honneur"des hospitaliers, mais bien entendu indépendamment d'eux). A l'intérieur même de chaque mouvement, les cloisonnements et les séparations sont multipliés, à commencer par les Impôts et le Trésor public, pourtant touchés par le même projet de réforme mais invités à lutter séparément et la plupart du temps sans la moindre information syndicale d'une administration à l'autre. Dans de nombreux centres des Impôts et au Trésor, de petits commandos syndicaux forment des piquets de grève qui focalisent sur la division entre grévistes et non grévistes et surtout contribuent au dévoiement de la combativité en assurant le repli et l'enfermement sur les centres. Et surtout on met en avant des revendications spécifiques pour chaque centre, afin de mieux isoler. Il saute aux yeux que cette stratégie syndicale offre un singulier contraste avec celle adoptée par eux lors du mouvement de 1995 dans la Fonction publique où leur slogan favori était alors "Tous ensemble !" (2). Aujourd'hui, les syndicats utilisent le caractère combatif extrêmement hétérogène des luttes et le niveau très bas de la conscience de classe pour saucissonner les revendications, les enfermer dans le cadre le plus corporatiste possible. Ils ne cessent de pousser les ouvriers à la concurrence : pourquoi 2 milliards pour les hôpitaux et un seul pour l'Education nationale ? Chez les enseignants, des départements obtiennent des créations de postes supplémentaires (Gard, Hérault), dans une surenchère non seulement corporatiste mais localiste, pourquoi pas chez nous la "part du gâteau" ?

... et dévoient nos luttes sur un terrain bourgeois

Pour couronner la manoeuvre dans le secteur de la Santé, la CFDT a entraîné ses troupes dans la rue le 9 mars pour réclamer l'extension... de la loi Aubry sur les 35 heures dans les hôpitaux, et c'est précisément ce que propose le gouvernement pour accroître la flexibilité des employés de ce secteur ! Par exemple, le retrait de la réforme de Bercy nous est présenté comme une "grande victoire syndicale". C'est "*une première victoire qui en appelle d'autres*", prétend la CGT dans un tract. Ils voudraient nous faire croire que seule la lutte corporatiste paie. C'est pour cette raison qu'on a assisté par exemple tout au long de la grève aux Impôts à la médiatisation du syndicat-maison, le SNUI, c'est-à-dire le plus ouvertement corporatiste, à qui reviendrait finalement le mérite essentiel "d'avoir fait reculer le gouvernement".

A travers cette manipulation, la bourgeoisie ne cherche qu'à engluer les luttes ouvrières dans le piège du réformisme et de son corollaire, la défense de la démocratie bourgeoise en semant un maximum d'illusions sur le capitalisme. On voudrait nous faire croire qu'on peut corriger les excès du système, gommer ses défauts, l'humaniser. Aujourd'hui, cette opération sert en particulier à cautionner la présence de la gauche au gouvernement en répandant insidieusement le poison d'une idéologie adaptée au maintien de cette gauche au pouvoir et à masquer le plus longtemps possible l'ampleur de ses attaques.

En les tirant dans la direction opposée, il s'agit pour les syndicats d'éloigner le plus possible les ouvriers de la conscience que la force de leur combat ne peut venir que de ce qui les rassemble et les unit comme une même classe dans la lutte. C'est ce combat pour dépasser le cloisonnement et l'isolement corporatiste qui est l'enjeu des luttes actuelles.

CB (23 mars)

(1) La probable démission prochaine de leur "bête noire" Allègre dans les prochains jours au moment où nous mettons sous presse ne constituera en rien une victoire pour les enseignants. Rappelons-nous de la démission du PDG d'Air - France célébrée à l'issue de la grève de 1993 comme un "grand succès" par les grévistes : moins de 6 mois plus tard son successeur imposait son plan de restructuration sans la moindre difficulté.

(2) En 1995, en mobilisant exclusivement le secteur public le plus largement possible contre le "plan Juppé", la stratégie de la bourgeoisie visait essentiellement à recrédibiliser les syndicats (lire notre brochure "Luttes de décembre 1995 : une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière).

30E CONGRES DU PCF

Vieux PC, nouveau PC, ennemi de la classe ouvrière toujours

"*A Martigues, nous allons fonder un nouveau parti communiste. Pour moi, ce qui va se dérouler est d'une importance comparable à ce qui s'est passé à Tours en 1920*" (Interview de R. Hue au Parisien du 20 mars). Il n'a pas tort. L'enjeu du 30è congrès du PCF n'est pas loin d'être une question de vie ou de mort pour le vieux parti de Thorez et de Marchais. Et cet enjeu va au delà des seuls intérêts d'un appareil, qui, ayant vu depuis 20 ans ses effectifs et ses scores électoraux fondre comme neige au soleil, cherche à sauver ce qui peut l'être. C'est aussi, et même surtout, un enjeu essentiel pour la bourgeoisie française en général. Il faut à tout prix maintenir en vie un parti qui, non seulement lui a rendu de fiers services dans le passé, mais dont elle a particulièrement besoin aujourd'hui et dont elle sait qu'elle aura plus encore besoin demain.

Car le PCF est un parti bourgeois, un parti de défense du capital national, qui ne se distingue des autres partis bourgeois que par une spécificité qui le rend justement si indispensable au maintien de l'ordre capitaliste : son implantation en milieu ouvrier et sa prétention à se faire passer pour le détenteur de la tradition de lutte de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste.

Le PCF tente de sauver sa peau du naufrage du stalinisme...

Le naufrage avéré du stalinisme, avec la chute du mur de Berlin d'abord puis l'éclatement de l'URSS ensuite, a laminé tout ce qui avait fait le fonds de commerce du PCF pendant 60 ans : la défense des régimes staliniens d'Europe de l'Est et de ce qui n'était qu'une forme extrême du capitalisme d'Etat exploitant férocement les prolétaires sur les mêmes principes de l'esclavage salarié qu'en Occident. Le tout ignominieusement assimilé au but final du combat prolétarien, le communisme, lequel signifie la destruction des rapports capitalistes d'exploitation du travail salarié et l'extinction de l'Etat. Cet énorme mensonge identifiant le stalinisme au communisme a été la plus grosse escroquerie idéologique de l'histoire de ce siècle. C'est sur ce mensonge que les PC ont, depuis les années 30, construit leur influence et trompé des générations entières de prolétaires, en usurpant frauduleusement l'héritage de la révolution d'Octobre, dont le stalinisme ne fut jamais le continuateur, mais au contraire le bourreau.

Depuis quelques années, tels des rats quittant précipitamment le navire nourricier en train de sombrer, le PCF, comme d'ailleurs peu ou prou tous les PC d'Europe, est engagé dans une "mutation" qui consiste essentiellement à se débarrasser de tout ce qui, de près ou de loin, peut renvoyer à la vieille tradition stalinienne du PC. A la place on met en avant les thèmes à la mode de la propagande bourgeoise : "démocratie", "ouverture", "parité", "mouvement citoyen", etc. Robert Hue se gargarise ainsi de "l'esprit démocratique" qui a animé les préparatifs du congrès, par opposition à l'image "monolithique" et de "dogmatisme" qui colle à la peau du PCF. Et, symbole suprême, pour la première fois de son histoire, il a refusé d'inviter cette année le PC russe, sous le prétexte de l'appui de ce dernier à la guerre en Tchétchénie. Manière surtout de faire comprendre que le temps où la vie interne du PCF était sous la surveillance directe de Moscou est définitivement révolue. Encore plus hautement symbolique est l'invitation à ce congrès des deux éminents représentants du trotskisme français, Laguiller et Krivine, hier encore bêtes noires du parti de la place du Colonel Fabien.

.. pour mieux pouvoir continuer à jouer son rôle antiouvrier

Qu'on ne s'y trompe pas. Si le PC se débarrasse de ses oripeaux staliniens, ce n'est nullement pour renoncer à répandre l'équation mensongère "Lénine=Staline" et "Révolution d'Octobre = goulags". Au contraire ! En bon parti bourgeois qu'il est, il apporte sa contribution active à la propagande de toute la classe dominante selon laquelle l'effondrement du bloc de l'Est aurait fait la preuve de la faillite de toute perspective de renversement révolutionnaire du capitalisme par la classe ouvrière. "*Dépassement du capitalisme plutôt que son renversement*", voilà, selon le PC, l'enseignement que la classe ouvrière devrait tirer des événements de 89. La renonciation officielle au "*grand soir*" vient du coup à point nommé pour justifier la participation actuelle du PCF au gouvernement de la gauche plurielle.

Cette "mutation" du PCF (énième virage à 180° dont est émaillée son histoire) ne l'empêche d'ailleurs pas d'entretenir dans son sein -et très "démocratiquement" désormais- une opposition "orthodoxe" qui, de Gremetz à "l'appel des 500" en passant par des regroupements comme "Coordination communiste" ou l'auto-proclamée "Gauche communiste" de Karman, pousse des grands cris contre la "liquidation du parti" et sa "dérive social-démocrate". Les plus radicaux protestent contre ce "congrès de Tours à l'envers", histoire de se faire passer pour les héritiers directs du PC des origines, celui qui fut porté par la vague révolutionnaire de 1917-23 (1).

Contrairement à ce que raconte ces gens là, le PCF n'est nullement en train de "changer de nature", il ne fait, une fois de plus, qu'adapter sa propagande aux besoins qui sont ceux de la classe dominante dans la période actuelle. Il y a bien longtemps que le PCF -qui s'est rangé dans les années 30 du côté des bourreaux staliniens de la révolution d'Octobre- a renoncé à renverser le capitalisme. Tout au long de sa longue histoire de supporter inconditionnel du "grand frère" de Moscou, le PCF a fait passer pour un programme "révolutionnaire", "anti-capitaliste" ce qui n'était qu'une politique de gestion du capital national sous la forme d'un capitalisme d'Etat radical et absolu sans que jamais l'exploitation capitaliste de la force de travail ne soit le moins du monde remise en cause.

Quant à la participation au gouvernement, qui fait pousser des hauts cris, aux partisans du "vieux PC", ce n'est pourtant ni la première fois (ni certainement la dernière) que le parti de Thorez répond présent quand le capital français a besoin de lui aux affaires, à commencer par le pourtant pas si lointain souvenir du gouvernement Mauroy de 81 à 84, où le PCF avait déjà pris sa part active aux attaques anti-ouvrières de la gauche, avec le même "sens des responsabilités" qui est le sien aujourd'hui.

" *Si le PC avait du disparaître, cela se serait passé au moment de la chute du Mur de Berlin, en 1989*", expliquait Hue au *Parisien*. Et, effectivement, s'il n'a pas disparu et s'il est parvenu à tenir sa tête hors de l'eau, c'est avant tout parce qu'il a effectivement encore un rôle à jouer dans la lutte des classes, ... mais, encore une fois, du côté de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi, c'est l'ensemble de la bourgeoisie qui aide aujourd'hui le PC à ne pas sombrer. Au lieu de laisser tomber un parti, qui pourtant tend à marcher sur ses propres plates-bandes social-démocrates, le PS soutient le PC à bouts de bras depuis plusieurs années. Il fait tout pour lui permettre par exemple de conserver ses mairies, sans lesquelles l'influence du PC aurait fondu encore plus dramatiquement. Et Jospin n'a-t-il pas donné un sacré coup de main à Hue en s'arrangeant pour distribuer les "largesses" de sa cagnotte fiscale la veille même du congrès du PC ? Il y a une bonne raison à cela et c'est encore Hue qui la donne :

(SUITE PAGE 6)

(1) Sur l'imposture et le culot de ces "orthodoxes", néo-staliniens nostalgiques des temps de gloire du PCF, qui osent prendre le nom de "Gauche Communiste", voir RI n°289- avril 1999, ainsi que notre brochure "*Comment le PCF est passé au service du capital*".

JOSPIN AU PROCHE-ORIENT

Vers une aggravation des tensions impérialistes entre la France et les Etats-Unis

Fin février, les déclarations de Jospin en Israël ont été particulièrement médiatisées. Qualifiée de "faux pas", de "gaffe", la prise de position du Premier ministre en faveur d'un soutien ouvert à la politique d'Israël et tranchant avec la position traditionnellement pro-arabe de la France a d'abord été le prétexte à tout un battage, à forte coloration électoraliste, autour de la cohabitation. Cependant, le débat franco-français induit sur lequel tous les plumitifs se sont focalisés a mis au second plan le fait qu'il ne s'agissait pas d'un dérapage mais d'un élément montrant une volonté de l'Etat français de réorienter sa politique impérialiste au Moyen-Orient et en particulier au Proche-Orient.

L'événement a bien évidemment provoqué la colère des pays arabes et des fractions pro-iraniennes et pro-syriennes du Liban taxées par Jospin de "terroristes", celles là-mêmes que la France soutenait ouvertement jusqu'ici, justifiant une mise au point rassurante du ministre des Affaires étrangères devant une délégation du Conseil des ambassadeurs arabes en France. Il n'est en effet pas question que l'impérialisme français se mette à dos tous les pays arabes dans le virage qu'il opère actuellement. Son objectif est surtout de rompre avec des décennies d'une politique de type gaulliste à direction unilatéralement pro-arabe issue de la crise de Suez de 1956. En effet, suite à l'arrêt imposé par l'Amérique de l'action militaire franco-britannique contre l'Egypte, la France se dégageait d'un soutien inconditionnel à Israël pour se tourner résolument vers les pays arabes. Ce faisant, elle essayait de sauvegarder le contrôle de son empire colonial au Maghreb. Mais, avant tout, Paris cherchait à résister à la pression des Etats-Unis pour lesquels cette crise de Suez avait été l'occasion d'affirmer clairement leur leadership mondial et leur volonté de prendre en mains propres la question du Proche-Orient face à la poussée de l'URSS, au détriment des puissances "alliées" françaises et britanniques. Si la Grande-Bretagne avait alors touché son chèque d'un milliard de dollars, venant sceller une alliance avec Washington qui durera jusqu'au coeur des années 90, la France n'y avait gagné qu'un coup de pied au derrière bien senti. C'est donc en réaction à l'avancée américaine qui ne fera que se confirmer avec les années de la Guerre Froide que l'impérialisme français, colonisateur sanglant entre autres de l'Afrique du Nord, se transformera en "meilleur ami" des Arabes. Cependant, malgré ses vélléités pour se dégager de la toute-puissance de l'Oncle Sam, le cadre que lui imposait son appartenance au bloc de l'Ouest a toujours restreint son action à la défense de son propre pré carré ; et non seulement elle ne venait aucunement remettre en cause la force de cette *Pax americana* mais elle en servait en fait les intérêts diplomatiques, offrant un discours alternatif et complémentaire à celui plus musclé de la Maison Blanche, mais toujours au sein de la défense des intérêts du bloc américain, en direction de puissances arabes sollicitées avec une insistance grandissante par la nouvelle politique impérialiste concurrente russe initiée par Krouchtchev.

Avec l'effondrement du bloc de l'Est et l'éclatement de son rival occidental, cette option française exclusivement pro-arabe s'est avérée être avec une évidence criante une erreur qui ne lui rapporte que déconvenues avec rétrécissement de ses positions. Les négociations israélo-palestiniennes sont l'illustration majeure de cet état de fait : malgré ses prétentions mille fois exprimées d'y jouer un rôle, la France a purement et simplement été mise hors jeu par les Etats-Unis qui tiennent toutes les cartes en main. Il n'est nullement question pour ces derniers de construire la "paix" au Proche-Orient. Il ne faut pas avoir d'illusions là-dessus ; le but de ces "négociations" ouvertes en 1993 est essentiellement de garder le contrôle d'une région vitale pour leurs intérêts militaro-stratégiques. Bien qu'elle ait systématiquement participé à saboter ces négociations en alimentant le désordre et la guerre au Proche-Orient, sous couvert de voler au secours de la "paix", par une aide active et ouverte aux cliques locales anti-américaines, pour mieux proposer par la suite ses bons offices, la France n'y a pratiquement rien gagné. Elle n'arrive pas à consolider de maigres avancées qui restent passagères.

Ainsi, en 1996, lorsqu'Israël, avec l'aval des Etat-Unis, lançait l'opération *"Raisins de la colère"* afin de liquider le Hezbollah et bombardait le sud, le centre et les alentours de Beyrouth, la France accourait à grand bruit et s'octroyait le mérite d'un cessez-le-feu et la présidence avec l'Amérique, c'est-à-dire sous l'oeil de Washington, d'un "comité de surveillance" du cessez-le-feu, que personne n'a jamais respecté.

Le voyage de Jospin, au moment où les négociations connaissaient un blocage, bombardements des populations et règlements de compte meurtriers à la clé, a donc été l'occasion pour l'Etat français de montrer ostensiblement un nouveau visage et proposer ses services de "médiateur", directement sur les plates-bandes américaines. Le déblocage des négociations, à peine quinze jours plus tard, était la réponse quasi-directe des Etats-Unis à cette provocation française, montrant à tous que, bien qu'ils connaissent des difficultés et que Ehoud Barak flirte à l'occasion avec l'Europe et la France, ce sont eux qui tiennent les rênes de la situation.

Au-delà de l'objectif de tenter de s'introduire dans les négociations, il s'agit pour l'Etat français, dans le cadre d'une réorientation globale, de se redéployer sur l'ensemble du Moyen-Orient en y renforçant sa présence militaire directe, et cela même au détriment de certaines de ses forces en Afrique. Alors que l'opération d'exercices militaires "Gabon 2000" -impliquant huit pays africains et huit européens- n'ont vu que 750 soldats français, par sucroît sans aucun moyen de combat , les manoeuvres "Golfe 2000" avec les Emirats arabes unis ont vu 5000 hommes équipés d'un matériel militaire de pointe très important (chars, artillerie, hélicoptères, Mirage 2000, Avion Awacs, porte-avions Foch, sous-marin nucléaire, etc.). Ces manoeuvres se sont poursuivies par d'autres au Koweït, dans le sultanat d'Oman et au Qatar. Jamais encore la France n'avait engagé une telle armada dans cette région. Ce n'est pas seulement dans un but lucratif, même s'il existe réellement, que l'Etat français fait un tel investissement militaire, mais bel et bien pour faire valoir sa puissance guerrière et marchander des alliances, sur un terrain dangereusement proche de la zone de prédilection américaine. Ainsi par exemple, un bataillon émirati est depuis des mois intégré aux forces françaises au Kosovo.

Ces événements sont significatifs du fait que les tensions guerrières entre les grandes puissances, et notamment entre la France et les Etats-Unis, s'aggravent de jour en jour, porteuses de nouveaux orages destructeurs dont les populations civiles locales feront encore et toujours les frais.

KW (23 mars)

KOSOVO

Après les bombes "humanitaires" de l'OTAN, la guerre continue

On a d'autant moins de mal à se souvenir des grandes déclarations de paix de la "communauté internationale" après la guerre du Kosovo qu'elles datent de seulement quelques mois. Ces mêmes quelques mois qui auront suffi à démontrer par les faits qu'en guise de paix, c'est bel et bien un enfer que vivent les populations locales. Au lendemain des premiers bombardements, nous écrivions déjà dans notre tract international : "*Les forces coalisées de l'OTAN pourront bien massacrer* "pour l'exemple" *autant de vies humaines qu'elles voudront en Serbie, il ne sortira, comme en Irak, aucun "ordre mondial" de cette nouvelle croisade "humanitaire"*. Ce qui nous donnait alors une telle assurance n'est pas un quelconque don divinatoire, mais la certitude apportée par la méthode marxiste que le capitalisme décadent est incapable de donner à l'humanité le moindre instant de paix.

Certes, la bourgeoisie des pays développés, parce qu'elle est de moins en moins en mesure de cacher la terrible situation actuelle du Kosovo "libéré" par ses soins, reprend son sempiternel refrain de la difficulté à gérer une zone habitée par des populations ethniques qui se détestent par nature. La réalité est sensiblement différente : la misère brutale, les horreurs qui continuent à se perpétrer avec le moins de publicité possible, la vivacité des tensions interethniques sont plus que jamais le fruit de l'action délibérée des grandes puissances pour défendre leurs sordides intérêts impérialistes concurrents. Tout comme elles sont responsables depuis 1991 des épisodes de déchaînement guerrier qui frappent l'ex-Yougoslavie.

Les "forces de paix" en présence, censées remettre en place une "multiethnicité" au Kosovo, ne sont absolument pas neutres. Déjà, lors de leurs premiers engagements en 1991 dans l'ex-Yougoslavie, l'Allemagne, la France, l'Angleterre ou, plus tard, les Etats-Unis n'étaient pas venus de manière désintéressée mener une intervention "humanitaire" mais bien défendre leur "beefsteak" dans la région. Leurs beaux discours de paix avaient alors fondu comme neige au soleil devant les tensions grandissantes dont un des points culminants et révélateurs des véritables objectifs des bourgeoisies "civilisées" a été, il y a tout juste un an, le déferlement de la vague ininterrompue des bombes de l'OTAN sur la Serbie et au nord du Kosovo. Au cours et après ce deuxième acte encore plus monstrueux que tout ce que l'ex-Yougoslavie avait connu jusqu'ici, ces requins se sont efforcés de montrer un visage consensuel, destiné à appuyer le message humanitaire et démocratique justifiant leur présence dans la zone, mise sous tutelle de l'ONU.

Mais, derrière ce masque fragile, les véritables rivalités impérialistes sont restées intactes. La France et les Etats-Unis, qui s'affrontent par ailleurs en Afrique ou au Moyen-Orient, n'ont aucune raison de mettre leur opposition en veilleuse pour la prétendue construction d'une réconciliation serbo-albanaise. Le soutien français aux Serbes, maintes fois avéré au cours de l'histoire jusqu'à la guerre en Bosnie (1), est toujours aussi actuel. Même s'il lui a été difficile un moment de raccrocher les wagons du fait de sa participation active aux bombardements de l'an dernier, sa présence dans la région reste conditionnée par son alliance à la Serbie, comme l'ont montré les événements récents à Mitrovica. La présence de Kouchner, ambassadeur patenté de la guerre au service de l'impérialisme français, à la tête du dispositif de la KFOR au Kosovo est un atout certain pour les positions françaises vis-à-vis de la Serbie. L'Allemagne, à la recherche depuis sa réunification d'une extension de sa zone d'influence vers la Méditerranée, développe pour sa part une politique antiserbe sans scrupules, par le soutien à l'UCK en particulier. Quant aux Etats-Unis, tous les moyens leur sont bons pour semer le désordre dans les zones d'implantations française et allemande, en apportant par exemple un soutien non négligeable à la guérilla albanaise antiserbe, c'est-à-dire contre les positions de Paris et en se mettant en concurrence avec Berlin sur ce terrain.

Ces tensions entre grandes puissances se retrouvent bien sûr au niveau des forces locales qu'elles soutiennent, car elles attisent délibérément la haine inter-ethnique des communautés serbes et albanaises du pays et la colère des populations. Une haine d'autant plus développée que, dès la guerre terminée, les promesses de paix et de retour en sécurité des populations déplacées se sont traduites par des massacres en série, perpétrés la plupart du temps sous les yeux des "protecteurs" onusiens, arguant cette fois de leur "impuissance". Ce climat de haine se retrouve exacerbé du fait qu'en guise de ponts "multiethniques" entre Serbes et Albanais, la "communauté internationale" a surtout érigé des murs, tirés des barbelés, creusé des fossés, construisant ainsi les mêmes ghettos qu'elle reprochait à Milosevic de vouloir créer, mais là au nom de la protection des différentes populations.

Kosovska Mitrovica, en zone française, est à l'heure actuelle la ville où les tensions guerrières entre Serbes et Albanais sont les plus vives et les plus dangereusement dirigées vers des affrontements ouverts. De nombreuses exactions y sont ainsi régulièrement commises contre la population des deux bords. Et ce n'est pas un hasard : c'est dans cette zone que se concentrent des troupes des protagonistes aux intérêts les plus opposés et donc, au lieu d'y voir, comme nous l'annoncent les bonimenteurs professionnels de la bourgeoisie, le maximum de "paix", elle cristallise tout au contraire le plus de tensions interimpérialistes. Si 30 000 soldats français de la KFOR sont incapables de maintenir deux communautés éreintées par les massacres et la misère et séparées par la rivière Sitnica, ce n'est pas par manque de professionnalisme, mais parce que ces hommes sont au service d'un impérialisme français de plus en plus ouvertement proserbe, fermant les yeux sur les incursions serbes meurtrières et provoquant ainsi la rebellion des Albanais de la ville. Et quand les soldats allemands et américains de la KFOR volent au secours de leurs homologues français prétendument pour leur prêter main forte afin de "remettre de l'ordre", c'est en réalité afin de mettre des bâtons dans les roues de la France et marquer leur soutien aux Albanais tout en pointant le désordre régnant sous la férule française.

Tout ceci n'est qu'un début. Déjà de nouvelles bandes armées apparaissent, alors même que les anciennes sont toujours là, montrant la montée inexorables des tensions locales. Au fur et à mesure que ces tensions entre les grandes puissances deviendront de plus en plus fortes, le masque du consensus "humanitaire" et "démocratique" se désagrègera et les rivalités impérialistes tendront de plus en plus vers de nouveaux affrontements. Quelle que soit la forme que prendra cet affrontement, les victimes seront toujours les mêmes, qui paieront par la misère, l'horreur et les massacres la défense d'intérêts qui ne sont pas les leurs.

Le chef de la mission de l'OSCE au Kosovo remarquait que "*la communauté internationale semble davantage prête à s'engager pour faire la guerre que pour construire la paix*" (*Le Monde Diplomatique*, mars 2000). Oui, les grandes puissances préparent la guerre, car c'est leur unique solution, leur unique moteur. La paix ne pourra jamais résider dans un illusoire "engagement" des grandes puissances à la réaliser, mais uniquement dans la capacité de la classe ouvrière mondiale à détruire le capitalisme avant qu'il ne fasse basculer toute l'humanité dans la pire barbarie.

H (19 mars)

INONDATIONS AU MOZAMBIQUE

Cynisme et hypocrisie de l'aide "humanitaire" des grandes puissances

Le mois de février a vu le Mozambique se transformer en un vaste cloaque suite aux inondations successives catastrophiques qui ont frappé une partie de l'Afrique australe. Les médias exposent des images qui tendent, hélas, à devenir bien trop banales, tellement elles sont fréquentes. En novembre 1998, le cyclone Mitch dévastait l'Amérique centrale, plus particulièrement le Nicaragua, causant près de 30 000 morts et 3 millions de sinistrés. La Turquie fut très gravement sinistrée suite à un séisme dont l'ampleur a anéanti des régions entières. En décembre 1999, le nord du Vénézuela est victime d'inondations causant elles aussi, environ 20 000 morts et plus de 150 000 sinistrés.

Les catastrophes se répètent et se ressemblent. A chaque fois, la même misère, le même désarroi se lisent sur des visages émaciés qui n'expriment même plus de haine tellement l'accablement est grand.

A chaque fois, face à une telle misère, la bourgeoisie veut nous faire croire qu'elle s'émeut, compatit et s'active pour apporter son soutien aux déshérités. Le riche voisin du Mozambique, l'Afrique du Sud s'est mobilisé et n'a pas hésité à prêter.... 12 hélicoptères pour venir en aide aux centaines de milliers de victimes ! Des victimes, qui, après avoir perdu le peu de biens qu'elles possédaient, après avoir échappé à la noyade, sont menacées par les mines antipersonnel déposées par les guérillas successives dont ce pays est l'objet, et qui se sont propagées avec les inondations : en quittant les zones où elles étaient plus ou moins recensées, elles attendent la décrue pour faire leurs dégâts.

La bourgeoise occidentale envoie sur place ses ONG, qui toutes, font pleurer dans les chaumières en exprimant un sentiment d'impuissance selon lequel on ne pourrait rien faire contre les catastrophes "naturelles".

"Naturelles", certes, elles le sont : aucun moyen n'a encore été trouvé pour empêcher un cyclone de s'abattre. Mais, les conséquences aussi dévastatrices que celles qui frappent aujourd'hui le Mozambique sont-elles "naturelles" ? Est-il "naturel" que la "communauté internationale" ait mis en oeuvre si peu de moyens pour porter secours aux naufragés mozambicains, alors que les conséquences, dévastatrices des cyclones tels Eline et Gloria qui s'abattent sur le Mozambique aujourd'hui, sont habituellement prévues par les scientifiques ? La Conférence de l'ONU qui s'est tenue en 1998 à Buenos Aires n'a pas caché, en effet, que le réchauffement de la planète, et notamment l'effet de serre résultant de l'émission de gaz carbonique dans l'atmosphère, provoquent des ouragans d'une amplitude énorme qui fatalement tuent et dévastent à une grande échelle.

Dès le 4 février 2000, les suites tragiques du premier ouragan étaient donc connues.

Les gouvernements européens ou américain, généralement plus prompts à intervenir dès lors que leurs propres intérêts (d'ordre économique ou stratégiques) sont en jeu, ont mis un zèle particulier à respecter un immobilisme renversant pendant plus d'un mois et demi. Mais ne nous étonnons pas de cette passivité. Ceux qui nous gouvernent n'ont jamais eu de scrupules à tenir des discours en complète contradiction avec leurs pratiques. En effet, tout en martelant la nécessité urgente de venir en aide à la population locale, aucun plan d'évacuation sur des zones protégées, aucun stock de vivres, aucun plan sanitaire digne de ce nom, n'a été réalisé .

Par contre, les discours culpabilisants, la bourgeoisie connaît ! Nous devrions ainsi, tous, mettre la main au portefeuille dans un élan général de solidarité en faveur du Mozambique. Nous devrions apporter notre obole personnelle aux ONG de tous poils pour contribuer aux "missions humanitaires" comme lorsque Kouchner avait sollicité les écoliers français pour apporter chacun un kilo de riz destiné à la population somalienne en train de mourir de faim en 1992.

Alors que l'Afrique noire dans son ensemble est gagnée par la catastrophe généralisée en connaissant pénuries, disettes, famines, épidémies, guérillas à répétition, que la main-d'oeuvre africaine a sciemment été infériorisée pendant des décennies par les puissances européennes colonisatrices aujourd'hui enfuies, les grandes puissances font preuve d'un cynisme et d'une hypocrisie sans bornes, lorsque dans leurs médias, elles montrent perfidement que la cause de tous ces maux est due à "l'imprévoyance" des Africains.

Mais que font les grandes puissances ?

Elles se pressent sans hâte pour accourir au chevet du Mozambique. Ainsi, environ six semaines après les premières dévastations, les Américains débarquent ! Un débarquement, qualifié de *positif quoique non dépourvu d'ambiguïté* (*Le Monde* du 16 mars), aussi spectaculaire que tardif. Ainsi, comme l'affirme l'un des responsables de la mission de Médecins du monde à Beira : *"L'aide apportée semble presque disproportionnée parce qu'il y a décalage dans le temps par rapport aux besoins : la réponse à ces inondations, qui ont commencé début février, est dans l'ensemble, arrivée trop tard."* (Ibid.) La France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, l'Espagne et le Portugal apportent aussi leur concours pour contribuer aux opérations de "sauvetage" des sinistrés et participent à une course de vitesse pour acheminer une prétendue aide humanitaire. Mais que viennent-ils sauver exactement ? Un peuple en détresse ou leurs propres intérêts ?

Il faut dire que l'Afrique australe, dont fait partie le Mozambique, a toujours représenté un vif intérêt d'un point de vue géostratégique. Tout pays, dont la puissance est suffisamment forte pour lui permettre d'avoir des prétentions hégémoniques, convoite cette zone qui reste un enjeu depuis la Seconde Guerre mondiale. Aussi cynique que cela puisse paraître, gageons en effet que la visée première des puissances américaine autant qu'européennes, n'est autre que celle d'affirmer leur présence dans la région, "grâce" à ce désastre. Ce faisant, bien sûr, quelques vies humaines seront épargnées et quelques infrastructures reconstruites. L'absence de coordination totale entre les ONG, les agences de l'ONU et les armées étrangères, trop souvent incohérente, voire inexistante, a pour résultat que des régions entières restent ignorées des unités de secours et révèle donc les véritables intentions de l'aide humanitaire apportée par les pays présents au Mozambique.

Laura (20 mars)

DEBAT PUBLIC A AMSTERDAM

(SUITE DE LA PAGE 8)

lyse. Ceux qui, comme Victor Serge, vont au-delà rejoignent la Troisième Internationale. La même incompréhension fait qu'ils ne peuvent pas non plus comprendre le processus de dégénérescence de la révolution, conséquence de son isolement après la défaite en Allemagne. Il est uniquement imputé de façon abstraite aux prétendues conceptions étatistes attribuées aux bolcheviks. Ainsi, les organisations de l'anarchisme officiel sont définitivement passées dans la bourgeoisie en même temps que la social-démocratie. Elles se rangent en 1914 (tout comme d'ailleurs en 1939) du côté de la guerre et se positionnent contre la révolution prolétarienne. Cependant, tous les deux, anarchisme et social-démocratie, continuent à exercer une force d'attraction et l'histoire se répète en tragédies aussi longtemps que la compréhension historique n'est pas intégrée sur la base des nouvelles expériences de la lutte de classe et de la lutte théorique qui en fait partie. Cette analyse est de nouveau confirmée en Espagne en 1936. L'anarchisme se range derrière le gouvernement "démocratique" dans la guerre civile contre Franco, qui n'est rien d'autre que la répétition générale de la Seconde Guerre mondiale et non pas une révolution sociale. L'anarchisme entame d'une part des "collectivisations" économiques dans l'industrie et l'agriculture sans qu'en premier lieu soit posée la question du pouvoir politique et que par conséquent la bourgeoisie garde encore sa toute puissance. Ainsi, il crée l'illusion que des "îlots socialistes" peuvent exister, qui en réalité doivent tout simplement affronter la concurrence sur un marché mondial capitaliste et qui laissent intact le salariat. D'autre part, les organisations anarchistes, en opposition à la classe ouvrière, participent sans plus au gouvernement bourgeois sous le prétexte de "l'antifascisme" qui deviendra aussi un des thèmes principaux de la Seconde Guerre mondiale. Dans ce sens, les anarchistes portent une grande responsabilité dans la préparation de cette guerre. De nouveau, il y a quelques anarchistes (comme *Les Amis de Durruti,* voir *RI* n°197, décembre 1999) qui, face aux organisations anarchistes, restent sur le terrain prolétarien, mais ceci une fois de plus malgré eux et leurs propres confusions.

Conclusion

L'anarchisme peut se présenter sous différentes formes : terrorisme, putchisme, syndicalisme, pacifisme, antimilitarisme, philantropie. Il peut conclure des pactes avec des fractions de la bourgeoisie et aller jusqu'à soutenir des guerres mondiales impérialistes et s'opposer à la révolution prolétarienne. Aux moments cruciaux de l'histoire, dans des situations de guerre ou de révolution, la bourgeoisie est assez facilement capable d'utiliser les idéaux anarchistes abstraits pour ses propres fins. Et comme l'anarchisme ne fait qu'opposer des principes abstraits, hors temps et hors réalité, aux analyses de classe, il est une source éternelle de confusions au sein de la classe ouvrière. Si des anarchistes, de façon forcément individuelle, se trouvent du "bon côté", c'est toujours par hasard, par "instinct" de classe, plutôt que par une réelle compréhension de la situation dans laquelle se trouve le prolétariat dans son ensemble. Pour être plus précis, l'anarchisme est en général surtout l'expression politique d'une petite-bourgeoisie révoltée qui en elle-même n'a pas de perspectives sociales à offrir mais peut, hélas !, avoir une grande influence au sein d'une classe ouvrière dont elle n'a de cesse de se méfier. Il y a certes des moments où la ligne de démarcation entre le "Communisme de conseils" et l'anarchisme semble extrêmement ténue. Mais le "Communisme de conseils", malgré ses difficultés politiques profondes, ne peut apparaître comme un pont entre l'anarchisme et le marxisme que pour ceux qui n'en connaissent ni l'histoire, c'est-à-dire les origines prolétariennes, ni les développements ultérieurs. Les tentatives pour récupérer le "Communisme de conseils" par l'anarchisme sont destinées en fait à le dépouiller de sa filiation historique véritable. Ceci ne peut mener qu'à encore plus de confusions à l'intérieur de la classe ouvrière et en fin de compte à une perte de vue de son objectif révolutionnaire, la prise du pouvoir collective et consciente de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et son Etat. L'anarchisme, quant à lui, n'est pas une alternative au marxisme, ni son dépassement, mais l'antithèse absolue de toutes les armes politiques et critiques dont a besoin nécessairement le prolétariat dans sa lutte contre le capitalisme, pour la révolution et l'avènement de sa dictature de classe, et vers la disparition de l'Etat pour la construction du communisme.

D'après *Internationalisme* n°259, organe du CCI en Belgique

(1) Courant représenté dans la période 1927-1940 entre autres par Anton Pannekoek et le GIC (Groupe des communistes internationaux) et, après la Seconde Guerre mondiale, par le Communistenbond Spartacus et le groupe Daad en Gedachte.

(2) Cette composante de la Gauche communiste a été capable d'une grande clarté théorique sur des questions-clé liées à l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence, et en particulier sur le rôle du parlementarisme et des élections que la classe ouvrière ne peut plus utiliser à son profit, mais qui sont des armes de la bourgeoisie. De même, elle a été capable de caractériser les syndicats comme des organes intégrés à l'Etat bourgeois ayant la fonction d'encadrer la classe ouvrière. Sur toutes ces questions, il s'est ouvertement opposé aux erreurs de l'IC et de Lénine.

RI numéro 300

Le journal RI, devenu mensuel depuis octobre 1975, sort aujourd'hui son numéro 300. Depuis vingt-cinq ans, *Révolution Internationale*, section du CCI en France, a publié son organe de presse de façon régulière et sans discontinuité, faisant ainsi la preuve du sérieux de notre organisation. En effet, la presse a toujours été le principal outil d'intervention des révolutionnaires au sein de la classe ouvrière. C'est à travers la presse qu'ils peuvent faire entendre leur voix, transmettre aux nouvelles générations de prolétaires les acquis de l'histoire du mouvement ouvrier, donner une orientation aux luttes actuelles en s'appuyant sur les enseignements des combats du passé, dénoncer les mensonges, les mystifications et les pièges de toutes les fractions de la bourgeoisie, offrir un cadre cohérent d'analyse de l'évolution du monde capitaliste, affirmer la perspective historique du prolétariat en mettant constamment en avant la nécessité et la possibilité de la révolution communiste mondiale.

La presse révolutionnaire est donc une arme fondamentale du combat de la classe ouvrière. C'est forte de cette conviction que notre organisation, avec ses faibles forces, s'est efforcée pendant un quart de siècle de publier et diffuser le plus largement possible le journal *RI*.

Nous tenons ici à remercier nos sympathisants et contacts proches qui se sont impliqués à nos côtés en participant à la diffusion de notre presse dans les librairies, sur leur lieu de travail, dans les manifestations, sur les marchés et autres points de vente réguliers.

Aujourd'hui, la classe ouvrière est soumise au matraquage idéologique permanent des campagnes démocratiques de la bourgeoisie. En particulier, depuis l'effondrement du bloc de l'Est, la classe dominante ne cesse de marteler l'idée que le marxisme a fait faillite et que la révolution communiste est au mieux une utopie, au pire une alternative ne pouvant conduire qu'à une dictature totalitaire de type stalinien.

Face aux enjeux de la situation historique actuelle, face aux difficultés de la classe ouvrière à retrouver le chemin de sa perspective, la diffusion la plus large possible de la presse révolutionnaire est, plus que jamais, une nécessité vitale pour le développement de la conscience et de la lutte du prolétariat dont dépend l'avenir de l'humanité.

A l'occasion de la sortie de ce numéro 300 de RI, nous réitérons donc l'appel à nos lecteurs pour soutenir notre intervention en participant à diffuser notre journal autour d'eux. De même, nous rappelons que toute critique de notre presse, commentaire et questionnement sur tel ou tel article sont toujours les bienvenus.

RI

Seule la révolution prolétarienne peut mettre fin au capitalisme

Nous publions ci-dessous la lettre d'un lecteur qui dit partager notre critique de la société actuelle mais désapprouve les moyens mis en œuvre par le mouvement ouvrier pour tenter de la mettre à bas lors de la vague révolutionnaire de 1917-23. C'est ainsi qu'il condamne la révolution russe, en s'appuyant explicitement sur les arguments du *Livre noir du communisme* qui attribue à celle-ci et au parti bolchevik la responsabilité des crimes de la contre-révolution capitaliste stalinienne.

Chers amis communistes,

Je viens de recevoir votre courrier du 4 février dont le dernier n° de Révolution Internationale *et je vous en remercie. Malheureusement, depuis votre dernier écrit qui me laissait espérer de votre part une mise au point honnête, sérieuse face à tous les crimes imputés aux diverses révolutions communistes de par le monde et de siècle finissant, tel que les rapporte par exemple le "livre noir du communisme", je n'ai jamais trouvé dans votre journal, acheté occasionnellement, les éclaircissements que j'attendais, les évolutions qui me semblaient devoir s'imposer. Vous n'avez toujours pas ouvert les yeux sur la réalité du léninisme. Vous n'admettez toujours pas que la révolution d'octobre a été galvaudée dès ses premiers jours par les bolcheviks, Lénine en tête, qui ont confisqué au peuple sa révolution, qui n'ont eu de cesse, dès lors, de l'asservir, de le terroriser, pour le contraindre à leurs propres choix idéologiques. Ce qui fait que jamais, contrairement à ce que vous écrivez dans votre dernier numéro, "pour la première fois (entre 1917 et 1923) dans l'histoire, une classe exploitée a pris le pouvoir sur tout le territoire d'un immense pays" (In Le siècle le plus barbare de l'histoire).*

De fait, l'idée marxiste d'une nécessaire dictature du prolétariat n'amènera jamais rien d'autre que la dictature totalitaire, violente, folle, d'une minorité, voire d'un seul homme, aux dépends des véritables aspirations du peuple, sans lien avec les réalités de ce dernier ... la barbarie assurée.

Voilà pourquoi, même si je partage vos critiques de la société actuelle, je ne peux pas m'associer à votre combat n'acceptant pas vos admirations passées, vos influences ou filiations, ni les moyens révolutionnaires que vous préconisez plus ou moins explicitement pour changer d'organisation sociale (*).

En toute amitié anticapitaliste.

Frédéric

(*) Par exemple, il est pour moi évident que la potentialité de la classe ouvrière n'est plus qu'un mythe. Rien qu'en Europe, le monde ouvrier est de plus en plus minoritaire par rapport aux classes moyennes, toute cette petite bourgeoisie qui s'accommode très bien de la société actuelle. De plus il n'y a aucune solidarité ouvrière de type internationaliste. Les ouvriers français, qu'ils votent PCF ou FN, veulent défendre leur propre travail, dans leur usine, dans leur pays contre les ouvriers d'autres pays. C'est à devenir plus riches qu'ils aspirent, pas à changer le monde. A consommer plus, plutôt qu'à l'égalité internationaliste.

Notre réponse

La conclusion logique du courrier de notre lecteur, et qu'il exprime d'ailleurs dans un précédent courrier qu'il nous a fait parvenir, c'est que face à l'impasse capitaliste, le salut n'est pas à chercher dans la lutte de la classe ouvrière, mais dans une troisième voie, dont il n'est pas dit en quoi elle consiste. Ca n'est qu'une illusion qui stérilise la critique de la société actuelle et conduit (au mieux) à l'impuissance. Non, nous n'avons pas évolué, dans le sens qu'attendait notre lecteur, en renonçant à la révolution. De même, nous n'avons pas succombé à l'intox des campagnes de la bourgeoisie proclamant la disparition de la lutte de classe. Au contraire de cela, nous avons démontré dans nos colonnes le caractère mensonger des arguments d'une certaine littérature spécialisée dans le dénigrement du mouvement ouvrier et dénoncé le black out total dont la bourgeoisie a entouré les événements de la vague révolutionnaire (1). Notre lecteur préfère se référer aux écrits de la bourgeoisie plutôt qu'à ceux du mouvement ouvrier. Nous ne pouvons que le regretter. Il prend pour argent comptant l'idée fausse que "*la révolution d'octobre a été galvaudée, dès ses premiers jours, par les Bolcheviks*". Ainsi il n'a pas été convaincu par nos arguments. Nous l'invitons à revenir sur ceux-ci, à les confronter de façon systématique à ses convictions actuelles, et à expliciter par écrit ses désaccords. Nous y répondrons.

Pour notre part, nous restons résolument marxistes et, pour illustrer la validité de nos convictions, nous avons pensé nécessaire de retracer la logique des événements qui ont conduit à l'irruption de la première vague révolutionnaire au début du siècle, ainsi qu'à sa défaite. Celle-ci constitue, de notre point de vue, la claire illustration de la force et des capacités révolutionnaires de la classe ouvrière. La rejeter ou l'oublier, c'est se priver d'une boussole indispensable pour l'avenir.

Quant à la disparition des potentialités de la classe ouvrière évoquée en note du courrier, nous ne pouvons pas y répondre explicitement dans le cadre de cet article. Nous le renvoyons à d'autres articles de notre presse (2) ainsi qu'à l'article de première page de ce numéro "*Non, la classe ouvrière n'a pas disparu.*"

La vague révolutionnaire de 1917-23 : une expérience historique irremplaçable

Si la classe ouvrière se laisse entraîner en 1914 dans la première boucherie mondiale c'est à cause de la désorientation profonde qu'exerce en son sein la trahison des partis ouvriers. En effet, la grande majorité des parti sociaux démocrates, et dans leur sillage les syndicats, prennent une part active dans l'embrigadement des prolétaires derrière la bannière de la défense du capital national. Très tôt, la brutale plongée dans les massacres de masse, dans l'horreur quotidienne des tranchées et dans une misère inconnue depuis plus d'un demi-siècle furent vécus, particulièrement par les exploités, comme un sommet indépassable de la barbarie. Face à la trahison de la social-démocratie, les minorités révolutionnaires restées fidèles à l'internationalisme prolétarien entreprennent de regrouper leurs forces et mettent en évidence la perspective révolutionnaire de renversement du capitalisme que pose la brutale irruption de la barbarie. Elles interviennent en ce sens dans les grèves qui se développent partout, exprimant ainsi que la classe ouvrière se relève de la défaite d'août 1914, tandis que des fraternisations et mutineries se produisent sur les champs de bataille. Apparus la première fois lors de la grève de masse de 1905 en Russie, les conseils ouvriers surgissent à nouveau, pas seulement en Russie mais aussi en Allemagne et d'autres pays européens. Ils confirment ainsi qu'ils constituent cet outil indispensable de la lutte du prolétariat en période de décadence, organes unitaires de lutte économique et politique, creuset par excellence du développement de la conscience à travers la discussion et la confrontation politique la plus large, organe d'action et de décision, à travers l'élection de délégués révocables à tout moment. L'apogée de la vague de luttes qui embrase l'Europe est la révolution d'octobre 17 en Russie où des millions d'ouvriers révolutionnaires organisés dans les soviets (conseils ouvriers), avec en leur sein leur avant-garde politique, le parti bolchevik, prennent le pouvoir politique. Octobre 17 est le produit de l'action des masses prolétariennes, de la vague internationale de lutte de classe et, en retour, une telle victoire sur la bourgeoisie constitue un considérable encouragement aux prolétaires du monde entier pour "*se lancer à l'assaut du ciel*". Les écrits de l'époque, même émanant de la bourgeoisie démentent ainsi clairement la propagande actuelle qui présente octobre 17 comme un "coup d'Etat" bolchevik. Ainsi Lloyd George, un représentant de la classe bourgeoise, donnait l'image suivante de la situation : "*L'Europe entière est envahie par l'esprit de la révolution. Il existe un sentiment profond parmi les ouvriers contre les conditions existantes, non de mécontentement mais de colère et de révolte (...) l'ensemble de l'ordre politique, social et économique est remis en question par les masses de la population* (souligné par nous), *d'un bout à l'autre de l'Europe*" (cité par E.H. Carr, *La révolution bolchevique*). Ainsi, la dictature du prolétariat est celle de toute une classe sociale, et non pas celle d'une minorité organisée au sein du parti bolchevik. Elle est destinée à empêcher par la force les tentatives de la bourgeoisie de restaurer son propre pouvoir, qui est en fait celui d'une infime minorité sur la très grande majorité des exploités, et de saboter la transformation sociale de la société. Elle s'exerce à travers les conseils ouvriers, de la façon la plus démocratique qui soit, encore au moyen du principe de révocabilité de délégués élus.

Après l'expérience de la révolution en Russie, où la poursuite de la guerre avait constitué le facteur décisif de mobilisation et de prise de conscience du prolétariat jusqu'au renversement du pouvoir bourgeois en octobre 1917, la bourgeoisie allemande sait pertinemment qu'elle doit arrêter immédiatement la guerre si elle ne veut pas connaître le même sort que la bourgeoisie russe. Elle signe l'armistice le 11 novembre 1918.

Les falsifications de la bourgeoisie

Ainsi, à travers son action, la classe ouvrière démontre que, non seulement elle constitue un obstacle à la guerre, mais encore qu'elle est en train de mettre en question la domination capitaliste à l'échelle internationale. Elle s'affirme ainsi en pratique comme la classe révolutionnaire dans la société ayant les moyens d'imposer un autre ordre social. Et cette réalité ne saurait être remise en cause par le fait que cette première tentative a finalement été vaincue.

En Allemagne, centre de gravité de la révolution mondiale, la bourgeoisie met en avant les sociaux-démocrates qui avaient trahi en 1914 pour infliger une première défaite au prolétariat en janvier 1919, à travers l'écrasement du mouvement à Berlin et l'assassinat des chefs parmi les plus prestigieux du mouvement ouvrier, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. La bourgeoisie mondiale, liguée contre le bastion prolétarien en Russie, l'entoure d'un cordon sanitaire livrant à la famine des millions d'êtres humains, alors qu'à l'intérieur du pays les armées blanches qu'elle soutient déchaînent une guerre civile provoquant des millions de morts et détruisant totalement l'économie. Ces victimes, le *Livre noir* les comptabilise effectivement, mais en les mettant frauduleusement sur le compte de la révolution alors que leur bourreau n'est autre que le capitalisme. La révolution ne peut se maintenir longtemps et encore moins avancer dans un pays, sous-développé de surcroît, sans une dynamique d'extension de la révolution mondiale arrachant le pouvoir à la bourgeoisie dans les principaux pays industrialisés. Au lieu de cela, la vague révolutionnaire tend à refluer suite à la défaite de 1919 en Allemagne et le pouvoir prolétarien en Russie, de plus en plus isolé, dégénère, la machine étatique se transformant irrésistiblement en organe du capitalisme contre la classe ouvrière. L'avènement de Staline et le massacre des révolutionnaires de l'octobre rouge consacrent dans ce pays le retour définitif de l'ordre bourgeois. Se présentant comme le continuateur d'Octobre 17, le stalinisme s'avère constituer, en Russie et dans le monde entier à travers les différents PC, le fer de lance d'une offensive destinée à approfondir la défaite ouvrière. C'est à lui, et non aux communistes qu'il a persécutés, que revient la responsabilité des millions de victimes également mis sur le compte du communisme par le *Livre noir*.

Oui, la révolution a fait des erreurs. En effet, "*il serait insensé d'imaginer que la première tentative d'importance mondiale d'instaurer une dictature de la classe ouvrière serait pleinement fructueuse et surtout dans les circonstances les plus difficiles qui soient ...*" (Rosa Luxemburg dans *La révolution russe*, écrit en prison juste avant l'éclatement de la révolution en Allemagne). Mais ces erreurs, même lorsqu'elles eurent les conséquences les plus tragiques pour la classe ouvrière comme la répression de Kronstadt en 1921, sont le patrimoine du mouvement ouvrier (3). Pour les passer au crible de la critique, afin d'en tirer des leçons pour l'avenir, encore convient-il de distinguer ce qui relève de l'action de la classe ouvrière de ce qui est le fait de la bourgeoisie (4). Ainsi, ce n'est pas notre "croyance" que nous voulons communiquer à la classe ouvrière (pour reprendre le terme de notre lecteur) mais bien la seule méthode qui lui permette de s'armer pour ses combats futurs à travers la réappropriation de ses propres expériences.

A l'opposé de cela se situe la motivation de la bourgeoisie, et particulièrement ses partis "socialistes" qui n'ont aucune envie que soit dévoilé leur rôle de massacreurs de la classe ouvrière, lorsqu'ils tentent de jeter le voile sur les événements qui ont mis fin à la Première Guerre mondiale.

Pour la classe dominante, ce qui importe avant tout, c'est de continuer à détourner le prolétariat, dont la lutte représente le seul espoir pour l'humanité, de l'idée de la révolution qu'on présente comme la mère des maux de ce siècle, alors que c'est son écrasement qui a permis que celui-ci soit le plus sanglant et barbare de l'histoire.

B.

(1) *Le livre noir du communisme : La terreur stalinienne, un crime du capitalisme pas du communisme* dans *RI* n° 274, décembre 1997. Le livre de Carrère d'Encausse ; La bourgeoisie a toujours soutenu Staline contre Lénine dans RI n°280, janvier 1999. L'insurrection d'octobre, une victoire des masses ouvrières dans la Revue Internationale n° 91.

(2) Voir Rapport sur la lutte de classe dans le n° 99 de la Revue Internationale.

(3) Lire nos articles Comprendre la défaite de la révolution russe dans les n°99 et 100 de la Revue Internationale.

(4) Nous n'avons pu traiter dans cet article du cas de ces mouvements nationaux, maoïstes, guévaristes ou autres qui se signalèrent effectivement par des massacres de populations et auxquels est habituellement accolée par la bourgeoisie l'étiquette de révolutionnaire ou communiste. Ils n'ont rien à voir, ni de près ni de loin avec la révolution prolétarienne. Voir à ce sujet nos articles Chine, maillon de l'impérialisme mondial dans les n° 81, 84 et 94 de la Revue Internationale.

30E CONGRES DU PCF

(SUITE DE LA PAGE 3)

"*...sans le PC, il n'y aurait pas de majorité plurielle, et puis il est évident que le PS n'est pas en mesure d'attirer des catégories sociales qui ne se reconnaissent pas en lui aujourd'hui.(..) Les communistes sont les seuls à pouvoir occuper l'espace de la radicalité.* (souligné par nous.)

La bourgeoisie a besoin du PC dans la mesure où il est encore capable, plus que ne l'est le PS, de se poser en "parti des ouvriers"'. Elle en a besoin aujourd'hui au gouvernement, parce qu'il y est redoutablement efficace pour entretenir les illusions sur le rôle "social" de la gauche et pour enchaîner la classe ouvrière à l'Etat bourgeois en faisant passer ce dernier pour un "rempart contre les abus du capitalisme". Bref pour prolonger le déboussolement actuel dans la classe ouvrière. Demain, la gauche devra retourner dans l'opposition, parce que les illusions sur la gauche ne suffiront plus à contenir l'inévitable développement des confrontations de classe. Alors encore la bourgeoisie aura besoin du PC. Gageons qu'il saura bien alors retrouver des accents radicaux et clamer qu'il a toujours été un parti de "lutte de classe". Ce sont alors probablement les opposants à la ligne actuelle qui verront venir leur heure. Ce ne sera que pour mieux saboter et dévoyer les luttes, comme le PC a montré qu'il savait le faire dans le passé.

Le choix entre le "vieux" et le "nouveau" PC ou sur la meilleure manière de le "sauver", est un faux choix pour la classe ouvrière. Entre la sauvegarde du programme stalinien et l'orientation social-démocrate actuelle, il n'y a que deux visages du même ennemi de classe. On n'a jamais vu et on ne verra jamais un parti ouvrier qui a trahi sa classe pour servir l'Etat bourgeois, redevenir fidèle à ses engagements d'origine. Il faut traiter le PC pour ce qu'il est définitivement : un ennemi.

PE (26 mars)

VIE DE L'ORGANISATION

PUBLICATIONS DU CCI

LE CCI SUR INTERNET
www.internationalism.org

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
P.O. Box 339
2800 AH Gouda - PAYS BAS

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WCI N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

BROCHURES

La décadence du capitalisme
(15 F +frais d'envoi : France 8F /Etranger 18F).

Les syndicats contre la classe ouvrière (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F +8 F/18F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière (30 F + 8 F/18F)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(15 F + 8F/18F)

Organisation communiste et conscience de classe
(25 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition (20 F + 8 F/18F)

Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88) (10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise
(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capitalisme (30 F + 8 F/18F)

Comment le PCF est passé au service du capital (30 F + 8 F/18F)

RÉUNIONS PUBLIQUES

CATASTROPHES ÉCOLOGIQUES

Il faut détruire le capitalisme avant qu'il ne détruise la planète

LYON : le samedi 13 mai à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE : le samedi 20 mai de 15h à 18h.
Rendez-vous à partir de 14h45 à la sortie du M° Chartreux.

NANTES : le samedi 13 mai à 15 h
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS : le samedi 20 mai à 16 h
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

TOULOUSE : le vendredi 5 mai à 20 h30.
Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourguette, route de Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 29 avril à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la Tranchée).

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F (15,3 E)- ETRANGER : 100 F (15,3 E)- PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la *Revue internationale*) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 110 F (16,8 E)-
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE :200 F (30,5 E) - ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR AVION : 220 F (33,6 E).

ABONNEMENT DIFFUSEUR
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 : 400 F (61,1 E).
-Revue internationale : abonnement à 2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI - CCP523544Y-Rouen, à adresser à la boîte postale de RI :

R I - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 PARIS

SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR LA PRESSE DU CCI !

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact - rue Lepneveu

BESANCON : Les sandales d'Empédocle - 95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le Roi Lire - rue S^te^-Catherine.

BREST : Maison de la Presse - 64, rue Jean-Jaurès.

CLERMONT-FD : Le Papyvore - 3, rue de l'Ente. Maison de la Presse - place de Jaude.

DIEPPE : Maison de la Presse - 102, Grande-Rue.

DUNKERQUE : Maison de la Presse - 34, rue Poincaré.

GRENOBLE : Le Sphynx - 6,pl. St André. L'Encre sympathique - 6, rue Saint-Laurent. Tabac-Journaux, passage du Jardin de Ville.

LAVAL : Point presse Centre C^ial^ La Mayenne.

LE HAVRE : Presse des Halles - 27, place des Halles-Centrales.

LILLE : Galerie- 57, rue de Béthune. Le Comte de Monte-Cristo - C.commercial V2 Villeneuve-d'Ascq.

LYON : La Gryphe - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e^). La Proue - 15, rue Childebert (2^e^).

MARSEILLE : Odeur du Temps - 35, rue Pavillon (1^e^).

MARTIGUES : Librairie Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN : La Porte Ouverte - 19, rue du G^al^-de-Gaulle.

MONTAUBAN : Maison de la Presse - rue de la République.

MONTPELLIER : Librairie Sauramps-Le Triangle - Allée J-Milhaud.

NANTES : Vent d'Ouest - 5, pl. du Bon-Pasteur. Maison de la Presse, Cours des 50 otages, 2 pl. de l'Ecluse.

NICE : Le Temps de Vivre - 50, bd de la Madeleine.

PARIS : L'Herbe Rouge - 1 bis, rue d'Alésia (14^e^). La Brèche - 8, rue de Romainville (19^e^, M°Telegraphe). Le Point du jour - 58, rue Gay-Lussac (5^e^).

SAINT-ETIENNE : Librairie de Paris - rue Michel-Rondet.

SAINT-NAZAIRE : Le Temps de Vivre - 71, rue Jean-Jaurès. Voix au Chapitre - 67, rue Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de Presse - bd M^al^-Leclerc.

TOULOUSE : "Tabac-Journaux - 8, rue du Poids-de-l'huile. FNAC - 81, bd Carnot. Les Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie - 104, rue Colbert.

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie "Autographe" - 10 bis, rue Bisson 75020. Directeur de la publication : D. Van Celst. No de Commission paritaire : 54267

PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

GRENOBLE
Permanence le samedi 29 avril de 15 h à 17 h, Le Tonneau de Diogène, 6, place St-André, salle au fond du bar.
Vente de la presse le samedi 29 avril, de 11h à 12h à l'angle des rues de Bonne et Blanchard.

LILLE
Permanence le samedi 15 avril à 14 h 30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse le dimanche 9 avril de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue Jules Guesde ou de la rue du Marché.

LYON
Permanence le samedi 15 avril de 15h à 18h, au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins). **Vente de la presse** au métro Saxe-Gambetta, le 3^e^ vendredi du mois de 17 h à 18 h.

MARSEILLE
Permanence les samedis 8 avril et 29 avril à partir de 18h30 au buffet Cafeteria de la gare St Charles.
Vente de la presse le samedi 8 avril de 11h30 à 12h30 , allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES
Permanence le samedis 8 avril à 17 h et 13 mai à 18h à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS
Permanence les samedis 8 et 29 avril, de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

ROUEN
Vente de la presse les dimanches 2 avril et 7 mai de 11 h à 12h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE
Permanence le vendredi 7 avril à partir de 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 9 et 30 avril de 10h30 à 12h30 au marché aux Puces (place St-Sernin), et le dimanche 16 avril de 11h à 12h30 au marché aux légumes (Jeanne-d'Arc.)

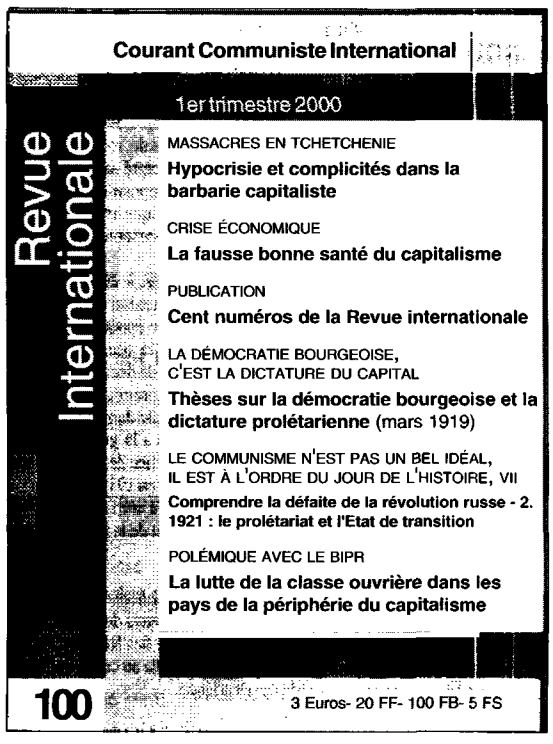
TOURS
Permanence le samedi 29 avril à 18h, 9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

Souscriptions du mois

D (Rouen): 300.
Paris : Réunion publique du 4 mars : Ke: 50 ; Cl: 200 ; Gin : 300 ; F: 40 ; CA : 100. Permanence du 18 mars : Lio: 100 ; AL : 50 ; FV : 30 ; Mi: 20.
Toulouse : Permanence du 18 février : JJ.:10 , Chris: 50 ; Cris :65 ; Mo: 50 ; CO: 88.

Total : 1453.

Lisez la Revue Internationale



La Revue Internationale est maintenant distribuée par les NMPP, n'hésitez pas à la demander à votre libraire.

DEBAT PUBLIC À AMSTERDAM

Le communisme de conseils n'est pas un pont entre le marxisme et l'anarchisme

Celui qui, vulnérable au battage identifiant le marxisme au stalinisme, veut malgré tout combattre la barbarie guerrière et l'exploitation, l'oppression et la destruction de notre environnement, qui est en recherche d'alternatives et de positions révolutionnaires, tombe alors très vite sur l'anarchisme qui semble avoir les "mains propres". Mais, pour qui cherche sérieusement un point de vue de classe, il est difficile d'ignorer le marxisme. Le "Communisme de conseils", qui a maintes fois été qualifié "d'anarchiste", peut alors apparaître à certains comme pouvant constituer un terrain où marxistes et anarchistes pourraient se réconcilier. Nous voulons démontrer qu'il n'en est rien. Nous nous appuierons pour cela largement sur de larges extraits de l'exposé introductif à une réunion publique du CCI qui s'est tenue sur ce thème en novembre 1999 à Amsterdam.

Le "Communisme de conseils" (1) prétend être la continuation de la Gauche germano-hollandaise (2), courant résolument marxiste de la Gauche communiste qui s'est détaché de la Troisième Internationale en dégénérescence. Il s'en éloigne cependant essentiellement par des conceptions découlant d'une analyse erronée de l'échec de la révolution russe, celle-ci étant considérée par certaines de ses composantes comme une révolution bourgeoise dont l'échec est attribué, non pas au reflux de la vague révolutionnaire mondiale, mais à des conceptions "bourgeoises" défendues par le parti bolchevik et Lénine, comme celle de la nécessité du parti révolutionnaire. Ce sont de telles conceptions qui ont pu donner l'impression d'une parenté possible avec l'anarchisme. Malgré l'affaiblissement théorique politique important que ces conceptions représentent, le conseillisme demeure dans le camp du marxisme et de l'internationalisme. A l'encontre du stalinisme, et de l'anarchisme, les "Communistes de conseils" ont toujours défendu les principes fondamentaux du marxisme.

Les principes fondamentaux du marxisme

Le marxisme analyse le développement de la société du point de vue de la classe ouvrière. L'histoire est faite de contradictions dans le développement des forces productives et des rapports de production. Pour l'essentiel, c'est l'histoire de la lutte des classes où les nouvelles classes exploiteuses prenaient la relève des anciennes et où les classes exploitées se battaient contre leurs exploiteurs. Dans ce cadre, la classe ouvrière est la première classe exploitée qui est en même temps une classe révolutionnaire. De par sa révolution prolétarienne, elle peut mettre fin à toute société de classe en général. La "dictature du prolétariat" constituera la première dictature de classe d'une majorité sur une minorité et, par là, sera la plus grande démocratie de l'histoire humaine. Alors une société socialiste pourra être réalisée, "l'empire de la liberté", où les oppositions de classe disparaîtront progressivement. Le marxisme intervient dans la lutte de classe sur base des leçons qu'il en tire pour la mener à sa conclusion logique : la destruction de l'Etat bourgeois et la suppression du travail salarié, où la libération de la classe ouvrière ne peut être que l'oeuvre de la classe ouvrière elle-même et où le but est la libre association des producteurs libres. Par contre, l'anarchisme ne part pas en premier lieu des contradictions et des rapports sociaux existants, ni d'une analyse historique et d'une perspective historique découlant du but historique de la lutte de classe, mais de principes abstraits "éternels" comme le fait d'être "contre toute autorité", "pour le fédéralisme", "la liberté individuelle", "le rejet du pouvoir" en général, principes qui, en-dehors de tout contexte historique, devraient simplement être appliqués pour réaliser une alternative sociale. Nous commenterons d'abord les conséquences de ces divergences entre le marxisme et l'anarchisme pour ce qui concerne les moments les plus importants. Nous ne retraçons pas içi une analyse historique complète mais seulement quelques points d'orientation pour la discussion.

Anarchisme et marxisme au siècle passé

Au siècle passé, les marxistes se situaient du côté de la lutte pour les réformes et la législation sociale à travers les syndicats et la lutte parlementaire. Le capitalisme était encore en pleine croissance industrielle et, par conséquent, la révolution prolétarienne ne pouvait pas encore être à l'ordre du jour. Ce ne sont pas de beaux idéaux mais la crise économique récurrente et croissante qui pousse constamment la classe ouvrière à lutter, qui offre des leçons pour le futur. La lutte pour des améliorations au sein du capitalisme organise et forme en même temps la classe ouvrière à la lutte finale contre le capitalisme. Elle éclaircit le but et les moyens. Ainsi, luttes économique et politique forment un tout. Face à cela, l'anarchisme oppose lutte économique et lutte politique, comme des moyens contradictoires. De plus, dans sa vision, ce n'est pas tant la classe ouvrière qui entre en lutte mais le "peuple" ou "la masse". Globalement, deux courants de l'anarchisme se distinguent :

- un socialisme anarchiste utopique (proudhonisme, mutuelisme) qui se détourne du développement réel vers l'industrialisation et veut tout simplement *"abolir l'Etat"* en faveur de rapports fédératifs entre petits producteurs indépendants éparpillés, comme ceux qui existaient dans la période avant la grande industrie. Il s'oppose à toute lutte salariale qui impliquerait l'acceptation du salariat ;
- un putschisme anarchiste (Bakounine) qui veut platement amener une "élite" de conspirateurs au pouvoir en s'appuyant sur la masse du prolétariat lumpénisé, tandis que la classe ouvrière doit se limiter à la lutte syndicale et s'abstenir de toute politique (c'est-à-dire à cette époque de la lutte parlementaire), qui est par définition bourgeoise.

L'anarchisme a ainsi surtout entraîné les travailleurs dans des aventures politiques dangereuses et dans de vagues univers illusoires concernant des îlots socialistes impossibles dans l'océan capitaliste.

L'anarchisme et le marxisme dans la période de "guerres et de révolutions"

Au tournant du siècle, l'aile marxiste (dont Rosa Luxembourg) au sein de la social-démocratie lutte non seulement contre l'anarchisme mais aussi contre le révisionnisme et le réformisme. Ces derniers niaient la nécessité d'une révolution prolétarienne. Ils propageaient des illusions sur la possibilité d'un capitalisme ordonné sans crises et d'une prospérité toujours croissante pour tous. La classe ouvrière devait se limiter à la lutte pour des réformes progressives et permanentes ce qui à ce moment justement devenait de plus en plus impossible. L'aile marxiste qui continuait à défendre la nécessité d'une révolution prolétarienne, était alors régulièrement accusée "d'anarchisme". En réalité, l'aile marxiste développait une analyse de la nouvelle période dans le développement du capitalisme, celle de l'impérialisme, dans laquelle les conditions de lutte pour la classe ouvrière changent et où la révolution est à l'ordre du jour : la nouvelle période est celle des guerres et des révolutions, du choix entre socialisme ou barbarie. En 1909, Pannekoek résume cette lutte contre les deux courants de la façon suivante : "*Anarchisme et révisionnisme sont tous les deux des orientations bourgeoises au sein du mouvement ouvrier, ils concilient une conception du monde bourgeoise avec des sympathies prolétariennes.*" Cette conciliation est possible dans la mesure où ils se situent entre les deux : "*L'anarchisme est l'idéologie de la petite-bourgeoisie déchaînée et le révisionnisme celle de la petite-bourgeoisie docile.*" Au début du siècle, la révolution prolétarienne au niveau mondial devient une nécessité et une possibilité concrète. La bourgeoisie elle-même se trouve coincée avec la crise sur un marché mondial partagé et saturé, qu'elle ne peut plus que repartager. Le capitalisme a rempli sa mission historique et n'apporte plus de progrès. Aussi, la bourgeoisie n'est plus à même de faire des concessions et s'organise mondialement contre la classe ouvrière. Luttes syndicale et parlementaire n'apportent plus de résultat. Cela impose la nécessité d'une nouvelle forme de lutte pour le prolétariat : seule la menace de la grève de masse à un niveau international où la question du pouvoir est posée, permet à la classe ouvrière de repousser la bourgeoisie sur la défensive. L'analyse marxiste de la grève de masse s'oppose encore une fois au volontarisme anarchiste et au révisionnisme. D'un côté, il y a la dynamique "spontanée" de la classe ouvrière vers la lutte massive, soutenue par l'intervention des révolutionnaires. De l'autre côté, il y a les structures syndicales permanentes et préconçues, enfermées dans le cadre national, qui minent cette dynamique. C'est dans ce dernier cadre qu'il faut comprendre le slogan de la "grève générale" organisée sur demande, les anarchistes étant pour et les sociaux-démocrates contre. Mais les uns et les autres contribuent à maintenir la classe ouvrière passive, encadrée dans les structures officielles qui ne servent que la bourgeoisie. Depuis lors, l'analyse des marxistes sur l'anarchisme a été pleinement confirmée lors des situations cruciales de guerre et de révolution :

- La Gauche communiste adopte une position internationaliste conséquente face à la guerre : la lutte massive de la classe ouvrière contre la bourgeoisie internationale pour transformer la guerre mondiale impérialiste en une révolution mondiale prolétarienne. L'anarchisme officiel, main dans la main avec la social-démocratie, soutient la guerre, ce qui est la première frontière de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie. Si certains anarchistes se tournent individuellement malgré tout contre la guerre et leurs propres organisations (ce qui est très estimable), ce n'est pas par compréhension de la situation, mais tout simplement par indignation morale face à l'attaque portée contre la civilisation : ainsi, trente-cinq libertaires, qui ne représentent pas d'organisations (Alexander Berkman, Emma Goldman, Enrico Malatesta, Ferdinand Domela Nieuwenhuis, etc.), publient en 1915 un manifeste contre la guerre. Dans leur vision, celle-ci serait en elle-même une conséquence de l'existence d'Etats militaristes. La solution viendrait d'une révolte de *"tous les opprimés"* sans distinction contre ces Etats.
- La Gauche communiste défend la révolution d'octobre comme le début de la révolution mondiale prolétarienne contre la guerre mondiale impérialiste : les organisations anarchistes officielles (Kropotkine) s'opposent précisément à la dictature prolétarienne dans laquelle n'est vu qu'un échange de pouvoir au niveau de l'Etat et surtout pas le début du pouvoir international des conseils ouvriers ; c'est la deuxième frontière de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat. De nouveau, il y a quelques anarchistes qui, individuellement, saluent la révolution (Voline, Victor Serge, Domela Nieuwenhuis, etc.) mais sans aucune compréhension ou ana-

(SUITE PAGE 5)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de *« socialistes »* ou *« communistes »*, ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XX[e] siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d' *« indépendance nationale »*, de *« droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »*, quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entremassacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La *« démocratie »*, forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis *« ouvriers »*, *« socialistes »*, *« communiste »* (les ex-*« communistes »* aujourd'hui), les organisations *gauchistes* (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de *« front populaire »*, *« front antifasciste »* ou *« front unique »*, mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, *« officielles »* ou *« de base »*, ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni *« autogestion »*, ni *« nationalisation »* de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'*« organiser la classe ouvrière »*, ni de *« prendre le pouvoir »* en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1884-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III[e] Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.